

CONVOCATION

pour les séances publique et plénière du mardi 11 février 2020 à 14h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) 52.810 Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne:
 - 1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture;
 - 2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

(doc. parl. 7289)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants.

- 2) 53.058 Projet de loi modifiant :
 - 1° le Code pénal;
 - 2° le Code de procédure pénale,

aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

(doc. parl. 7356)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

3) 53.392 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

(doc. parl. 7444)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

4) 53.452 Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'entente (MOU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018

(doc. parl. 7454)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

5) 53.536 Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants

(doc. parl. 7474)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

6) 60.022 Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi (doc. parl. 7491)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 20 votants.

7) 60.039 Projet de loi relatif à la réalisation des infrastructures et aménagements pour la Capitale Européenne de la Culture 2022 à Belval (doc. parl. 7496)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

SÉANCE PLÉNIÈRE

Proposition de révision constitutionnelle

1) 48.433 Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution (Amendements parlementaires du 10 juillet 2019) (doc. parl. 6030)

Projets de loi

- 2) 52.647 Projet de loi sur la protection des sols et la gestion des sites pollués et modifiant
 - 1. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
 - 2. la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles
 - 3. la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets
 - 4. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement
 - 5. la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

(doc. parl. 7237)

Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données en vue de la transposition de la directive (UE) 2017/1564 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information

(Amendements parlementaires du 27 septembre 2019)

(doc. parl. 7352)

- 4) 53.533 Projet de loi portant modification de :
 - 1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
 - 2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
 - 3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
 - 4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
 - 5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;
 - 6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Amendements parlementaires des 13 et 20 janvier 2020)

(doc. parl. 7467)

- 5) 53.556 Projet de loi portant approbation
 - 1° de l'Accord relatif au transport aérien entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, fait à Luxembourg, le 4 mai 2018;
 - 2° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay, fait à New York, le 24 septembre 2018;
 - 3° de l' "Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on air services", fait à New York, le 25 septembre 2018;
 - 4° de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative du Brésil relatif à des services aériens, fait à Brasilia, le 22 novembre 2018

(doc. parl. 7476)

Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

(doc. parl. 7505)

7) 60.083 Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001, à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, ouverte à la signature, à Strasbourg, le 20 avril 1959

(doc. parl. 7510)

Projets de règlement grand-ducal

- 8) 53.413 Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 1973 réglant le fonctionnement de la chambre des huissiers de justice
- 9) 53.527 Projet de règlement grand-ducal concernant l'exécution du remembrement légal envisagé dans la Vallée de l'Alzette dans les communes de Lorentzweiler, Lintgen, Steinsel et Mersch
- Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration